



Communiqué de presse

Devoir de vigilance européen : la France prône un report indéfini, au détriment de la justice sociale et environnementale

Paris, le 24 janvier 2025 – Selon un document rendu public par Politico et Mediapart, le gouvernement français, via le Ministre de l'Economie Eric Lombard, entend porter à Bruxelles un agenda de dérégulation tous azimuts qui, en plus de suspendre l'application du texte « sine die », remettrait en question des pans entiers de la directive sur le devoir de vigilance des multinationales. Cette prise de position, irresponsable, risque de précipiter le détricotage d'un texte nécessaire face à la crise climatique et sociale, texte que la France déclare pourtant avoir soutenu.

Appelé à se prononcer sur l'agenda européen de simplification réglementaire, le gouvernement français entend en profiter pour attaquer non seulement la directive européenne sur le devoir de vigilance adoptée l'année dernière, mais aussi de nombreuses dispositions du texte sur le reporting extra-financier, pourtant déjà entré en vigueur. L'instrumentalisation de la loi de simplification pour affaiblir une directive est dangereuse et inacceptable pour la démocratie européenne.

Selon le [document](#) publié ce matin dans la presse, la France demanderait un report indéfini de l'application de cette directive, une hausse significative des seuils d'application, ou encore la suppression de la clause qui permettrait à l'avenir de réguler spécifiquement les activités des acteurs financiers. Ces nombreuses modifications entraîneraient une exclusion de près de 70 % des entreprises concernées, alors même que seules 3 400 des 32 millions d'entreprises européennes (soit moins de 0,1%) étaient couvertes sous les seuils précédents selon l'ONG SOMO¹.

En réalité, comme au cours de la négociation du texte, la France ne fait que reprendre à son compte les demandes formulées par plusieurs organisations patronales hostiles au devoir de vigilance, dont l'[AFEP](#) et Business Europe. Ce faisant, la France contribue activement à défaire les avancées obtenues par les citoyen·ne·s ces dernières années.

Pour nos organisations, associations de défense des droits humains et de l'environnement et syndicats, la position exprimée par la France est irresponsable et incompréhensible. La semaine dernière, plus de [160 associations et syndicats](#) européens ont répété leur opposition à une remise en question du devoir de vigilance européen.

Nous appelons le Président de la République Emmanuel Macron et le Gouvernement Bayrou à revenir sur cette position au plus vite et à rappeler le soutien de la France au

¹ [CSDDD Datahub reveals law covers fewer than 3,400 EU-based corporate groups - SOMO](#)



devoir de vigilance européen, aux autres textes du Pacte Vert vitaux pour les peuples, le climat et la biodiversité, et au respect de leurs calendriers de mise en œuvre.

Contacts :

ActionAid France, Chloé Rousset, Chargée de campagne, chloe.rousset@actionaid.org

Amis de la Terre France, Marcellin Jehl, Chargé de contentieux et plaidoyer, marcellin.jehl@amisdelaterre.org, 07 57 18 68 70

BLOOM, Pauline Bricault, Responsable de campagne, paulinebricault@bloomassociation.org

CCFD-Terre Solidaire, Clara Alibert, Chargée de plaidoyer, c.alibert@ccfd-terresolidaire.org, 06 99 47 33 74

Collectif Ethique sur l'Étiquette, Mathilde Pousseo, Déléguée Générale mpousseo@ethique-sur-etiquette.org

Oxfam France, Lea Guerin, Chargée de plaidoyer, 06 17 96 83 49, lguerin@oxfamfrance.org

Notre Affaire à Tous, Justine Ripoll, Responsable de campagnes, justine.ripoll@notreaffaireatous.org, 06 42 21 37 36

Reclaim Finance, Olivier Guérin, Chargé de plaidoyer, olivier@reclaimfinance.org, 06 77 49 16 51

Sherpa, Lucie Chatelain, Responsable de contentieux et de plaidoyer, lucie.chatelain@asso-sherpa.org, 06 51 82 62 11

[VERSION TRADUITE EN ANGLAIS](#)